

LENDU EXECUTOIRE LE

- 1 DEC. 2022

DEPARTEMENT DE LA VIENNE



Direction Générale Adjointe des Solidarités
Direction de l'Enfance et de la Famille
Etablissements et Schéma de l'Enfance

ARRETE N° 2022-A-DGAS-DEF-ESE-0074

en date du **29 NOV. 2022**

Portant revalorisation du prix de journée du Lieu
de Vie « La Tribu de Chaume » sis Chaume
à ANTIGNY (86130)

Pour la prise en charge spécifique d'un enfant

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.221-1 à 9, L.313-8 et D.316-1 à 4 relatifs aux lieux de vie et d'accueil et aux objectifs d'évolution budgétaires définis par le Conseil Départemental ;

VU le Code Civil et notamment les articles 371-1 à 371-5 relatifs à l'autorité parentale et les articles 375 relatifs à l'assistance éducative ;

VU l'arrêté conjoint sus-visé le 22 juillet 2022 portant autorisation de création du lieu de vie et d'accueil « La Tribu de Chaume » fixant sa capacité à 6 places ;

VU l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DEF-ESE-0056 du 26 juillet 2022 portant fixation du tarif applicable au lieu de vie et d'accueil « La Tribu de Chaume » à 14,5 SMIC horaire ;

VU le Règlement Départemental des Lieux de Vie et d'Accueil du département de la Vienne ;

CONSIDERANT la demande de l'association du 22 novembre 2022 pour une revalorisation de son prix de journée pour l'accueil d'un jeune à compter du 28 novembre 2022 ;

CONSIDERANT la difficulté de prise en charge de ce jeune et la nécessité d'une prise en charge individuelle au sein du lieu de vie et d'accueil « La Tribu de Chaume » afin d'éviter une rupture d'accueil ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Le prix de journée pour la prise en charge d'un jeune, né en 2006, au Lieu de Vie et d'Accueil «La Tribu de Chaume» à ANTIGNY, est fixé à **18,5 fois le salaire minimum de croissance (SMIC) horaire soit 204,80 € par jour** (tarif du SMIC au 1^{er} août 2022). Ce tarif est applicable à compter du 28 novembre 2022.

ARTICLE 2 : Ce prix **toutes taxes comprises**, recouvre l'intégralité des frais afférents à l'accueil d'enfant (rémunérations du personnel, charges sociales et fiscales y afférentes, toutes charges d'exploitation y compris celles relatives à l'accompagnement social des jeunes et à l'exercice des missions prévues au I de l'article D.316-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles, amortissements, provisions,...).

ARTICLE 3 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes. Un éventuel recours contentieux devra parvenir au secrétariat du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai d'un mois à compter de la réception de la réponse, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux en l'absence de réponse de l'administration.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à partir de sa notification ou de sa publication.

Un recours juridictionnel sur l'application Telerecours citoyens est également possible en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : www.telerecours.fr.

ARTICLE 4 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités et le Président de l'Association Départementale pour la Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié sur le site Internet du Département lavienne86.fr.

Fait à POITIERS, le **29 NOV. 2022**



**Le Président,
Alain PICHON.**